

# Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>)

Téléph. : CENTRAL 80-82

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

44, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup>)

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>)

Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

## Les Opérations dans les Balkans

### Après la Démission de M. Venizelos

#### Le Débarquement des Alliés à Salonique et la Grèce

Un autre documentaire, nous donnons ci-dessous les lettres échangées entre le gouvernement français et le gouvernement grec au sujet du débarquement des troupes alliées à Salonique.

M. Venizelos a répondu ainsi :  
 « En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de déclarer que le gouvernement royal, neutre dans la guerre européenne, ne peut autoriser l'action d'entreprises que celle qui ne nuit pas à la neutralité de la Grèce. La Grèce est une nation libre et indépendante. Elle ne peut être considérée comme un champ de bataille pour les armées étrangères. Le gouvernement hellénique éprouve le besoin de protester contre le passage de troupes étrangères à travers le territoire grec. »

La raison que les troupes sont destinées uniquement à venir en aide aux Serbes alliés des Grecs ne change rien à la situation juridique du territoire grec. La Grèce ne saurait être portée au préjudice de la neutralité hellénique avant la réalisation d'un casus foederis par le danger que court actuellement la Serbie et qui provoque l'envoi de troupes internationales de secours.

#### LES DÉCLARATIONS DE M. VENIZELOS AVANT SA DÉMISSION

Athènes, 6 octobre. — M. Venizelos, président du conseil, a donné lecture à la Chambre des lettres échangées entre le ministre de France et le gouvernement grec au sujet du débarquement de troupes alliées à Salonique, dont nous publions le texte ci-dessous.

M. Venizelos ajoute :  
 « Il est inutile d'ajouter que le gouvernement, outre la protestation qu'il a formulée, ne compte pas prendre de mesures matérielles pour s'opposer au passage de l'armée anglaise et française en Grèce, et nous nous sommes réservés de ne pas les publier. »

De telles mesures, dans les conjonctures que crée actuellement la guerre européenne, dépassent la neutralité hellénique avec une bonne foi.

Indépendamment du point de vue de la neutralité, il est nécessaire d'examiner si le passage des troupes franco-anglaises par le territoire hellénique ne pourrait pas porter préjudice aux intérêts de la Grèce. Cette crainte disparaît à la suite des déclarations officielles que nous ont été faites et disant que les propositions de l'Entente à la Bulgarie relatives à des concessions territoriales sont devenues caduques depuis la mobilisation bulgare. (Applaudissements.)

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE  
 Athènes, 5 octobre. — La séance de la Chambre, commencée à cinq heures du soir, a duré toute la nuit et n'a pris fin qu'à cinq heures du matin.

Après un exposé longuement les vues du gouvernement sur la politique extérieure, M. Venizelos a été appelé à donner son avis sur la situation internationale. Il a déclaré que, dans la situation actuelle, il n'est pas possible de signer un traité d'alliance.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

Le président du conseil a déclaré que le gouvernement de France ne peut pas accepter un traité d'alliance qui ne soit pas basé sur une égalité de droits et de devoirs.

## L'IMBROGLIO GREC

### Ne nous frappons pas !

Ne nous frappons pas. La démission de M. Venizelos n'est pas aussi grave que le disent — avec un léger regrettable — les journaux français du matin.

Le débarquement de M. Venizelos est le dernier acte politique d'un roi germanophile et pusillanime que la poussée de l'opinion placera à nos côtés dans un temps plus proche qu'on ne le pense.

Le roi Constantin a trouvé que le discours de M. Venizelos l'engageait trop. Et comme ce pauvre homme espère encore pouvoir attendre la fin du bouleversement dans les délices de la neutralité, il a exigé le départ de son ministre.

Mais le roi Constantin s'abuse. Venizelos parti, sa pensée régnait en maître sur la Grèce, et l'on peut maintenant assurer qu'aucune autre politique n'est possible.

Ajoutez à cela que les Bulgares se chargent eux-mêmes d'obliger la Grèce à se prononcer.

Si le roi Constantin s'imaginait que les Bulgares vont accepter qu'il reste neutre, Sa Majesté se met joliment le doigt dans l'œil.

Attendons-nous donc à un gentil petit incident de frontière qui brusquera les événements et forcera les indécis à agir.

C'est, d'ailleurs, l'intérêt même de la

Grèce. La neutralité, c'est le suicide. An point où en sont les choses, avec les Alliés à Salonique, la Grèce, à moins qu'elle ne veuille mourir, se doit de participer à l'action.

Au surplus, en se rangeant à nos côtés, le roi Constantin ne fera que revenir à sa propre politique, à celle du mois d'avril, où il proposait aux Alliés le concours militaire de la Grèce à condition qu'aucun territoire grec ne serait cédé aux Bulgares.

Donc, ne nous frappons pas. Les Grecs ne peuvent pas subir en silence l'invasion allemande dans les Balkans, ni laisser les Bulgares mettre la dent dans de nouveaux territoires.

Où je me trompe bigrement, ou avant longtemps la famille des Alliés comptera un membre de plus !

Ce qui ne veut pas dire que les Alliés doivent négliger d'envoyer à Salonique les contingents nécessaires.

Ce n'est pas 25.000 hommes qu'il nous faut là-bas, ni 50.000, ni 100.000. C'est trois cent mille !

Est-il donc impossible de faire comprendre à nos militaires qu'aussi important que soit un succès sur notre front, il ne vaudra jamais, à l'heure actuelle, un grand succès en Orient ?

Miguel ALMEREYDA

### Communiqué Officiel

Le bombardement réciproque a continué en Ariès, particulièrement violent au sud du bois de Ginchy. Nous avons fait quelques progrès à la grenade dans les boyaux au sud-ouest du Château de la Folie.

Sur tout le reste du front, l'on ne signale que des actions d'artillerie de part et d'autre, en Champagne, entre Meuse et Moselle, au nord de Fère et sur le front de Lorraine, entre Neufchâteau, Gondreville et Domèvre.

### La Résurrection de l'Armée Russe

Les nouvelles qui nous parviennent du front russe deviennent de plus en plus satisfaisantes. On peut, cette fois, tenir pour exact que l'offensive austro-allemande soit à peu près complètement brisée.

Sur le front nord, compris entre le golfe de Riga et les marais du Pripiat, la poussée allemande est encore sensible sur le centre, à 70 kilomètres au levant de Vilna.

C'est sur ce point, on s'en souvient, que la retraite russe commença. Mais, depuis, nos alliés réagissent avec vigueur contre l'invasion allemande.

Le communiqué dont on trouvera plus loin la teneur montre que sur l'ensemble des engagements livrés, les armées du Tsar ne comptent que des succès.

Il importe de bien souligner ce fait que depuis longtemps les Russes n'avaient pu engager d'opérations aussi nettement coordonnées sur un aussi vaste secteur.

Il n'est pas douteux que ce prompt ressaisissement de leur adversaire ne crée une sérieuse inquiétude au grand état-major allemand, au maréchal Hindenburg en particulier, qui a probablement donné devant Dvinsk la mesure suprême de ses talents de manœuvrier.

Sur le front sud, l'armée commandée par le général Ivanoff semble devoir jouer prochainement un rôle très considérable. Le centre et l'aile droite de cette armée qui avait progressé il y a peu de temps dans la direction de Kowel, ont ensuite — pour des raisons encore mal expliquées — se replier sur ses positions antérieures. Nous voyons cependant, au dernier communiqué, nos alliés reprendre l'avantage et battre l'ennemi de part et d'autre de la voie ferrée de Kowel à Saray.

Une offensive générale menée de front par l'armée russe de Galicie, serait dirigée à l'aile droite contre Kowel, au centre contre Lemberg, tandis que l'aile gauche gagnerait la région nord-occidentale de la Bukovine.

Il nous paraît ainsi présumable — étant donné la situation particulière créée par l'attitude de la Bulgarie — que l'effort maximum de nos alliés se porte rapidement sur ce front. Si ces prévisions se réalisent, le front du général Ivanoff prendrait à l'aile droite, un avantage très réel sur l'armée von Mackensen, menacée sur ses derrières, tandis que l'aile gauche resterait accrochée au mystère de l'avenir balkanique !

R. Lecointre-Patin.

### Bourse de Paris

Fonds d'Etat : Français 3 000, 65.50 ; 3 1/2 100, 91 — Russe 1880, 69.00 ; 1886, 57.60 ; 1906, 68 — 1907, 77 ; 1914, 82.70 — Extérieurs 56.50.

Actions diverses : Banque de France, 4.185 — Banque de Paris, 820 — Lyonnais, 970 —

## Les Serviteurs de l'Etranger

### Contre la République et contre la Patrie

Comment les moines amis de Daudet propageaient l'influence allemande en Orient

C'est une congrégation française que l'ordre des Augustins de l'Assomption. Française d'origine : elle fut fondée à Nîmes par Emmanuel d'Alzon.

Française de direction : C'est un Parisien, Emmanuel Bailly, qui en est le supérieur général, et un Languedocien de Montpellier, le R. P. Ernest Baudouy, en est le procureur général.

Or, cette congrégation française, — la seule qui ait osé s'acquiescer ouvertement avec les bandits royalistes de l'Action Française, avec la troupe du diffamateur et provocateur Daudet, — cette congrégation est, dans ses œuvres d'Orient, entièrement au service des intérêts allemands et de l'influence allemande.

On comprend dès lors aisément qu'à Paris les journaux des Assomptionnistes se soient alliés à l'Action Française : il y a entre les deux troupes des affinités. Le traitre reconnaît le traitre et l'appelle. Ils se sentent, à travers les folies épaisses et malgré les obstacles. Un petit signe de l'œil ou de la main, et ils courent l'un vers l'autre : ils se rejoignent, et nous voyons la Croix et les publications de la Petite Action Française prêter aux entreprises de la petite Action Française l'appréciable appui de leur large diffusion.

A Paris, les Assomptionnistes propagent donc les diffamations de l'Action Française, ses appels à la haine, ses effrontries, ses récits alarmistes, ses fausses nouvelles, bref, tout ce que Daudet et Maurras inventent et imaginent pour semer la division entre les Français, ruiner l'autorité du gouvernement et faire naître le doute, l'inquiétude et la peur au cœur des citoyens et des soldats.

#### A l'école et à l'église

C'est du joli travail, que "l'Allemagne doit apprécier". Elle n'appréciait pas moins le travail des Assomptionnistes en Orient. Elle l'appréciait tellement que — nous vous l'avons dit — elle le payait : c'était de l'argent venu d'Autriche et surtout d'Allemagne qui soutient la plupart des centres créés dans les Balkans, en Turquie ou en Asie-Mineure par les moines assomptionnistes.

Ces moines, dont tant de Français croient qu'ils défendaient en Orient notre influence et notre langue et nos intérêts et le prestige de notre civilisation, ne s'employaient qu'à faciliter le rayonnement de la culture allemande.

Nous avons vu déjà que, dans leurs écoles ces moines français enseignaient à leurs élèves indigènes la langue allemande. Est-il utile de souligner la gravité de cette trahison ? Chacun sait que c'est la langue qui porte l'influence.

De même, c'est en Allemagne que, dans beaucoup de leurs églises, les moines assomptionnistes prêchaient, composaient et disaient sermons et homélies.

Les indigènes, tout naturellement, adressaient à l'Allemagne l'expression de leur reconnaissance qu'ils éprouvaient pour ces moines qui venaient dans leur pays soigner les malades, recueillir et nourrir les orphelins, instruire les enfants.

Et c'est là une des causes déterminantes de l'attitude de plus d'un peuple d'Orient : ceux que nous pensions être pour nous des amis, nous sommes devenus des ennemis. Nous sommes tentés de crier à l'ingratitude.

Nous aurions tort. C'est de la trahison !

Si des peuples ont marché avec l'Allemagne, et exprimé aux Allemands des sympathies auxquelles nous pensions bien avoir droit, c'est que tout ce que nous avons fait pour ces peuples, nos obligations étaient liées à ce que c'est à l'Allemagne qu'ils le devaient.

Comment n'auraient-ils pas pris pour des Allemands ces moines qui prêchaient en Allemand, qui enseignaient la langue du Kaiser et distribuaient des livres consacrés à l'éloge de l'Empire ?

#### L'exportation de la calomnie

Les Assomptionnistes étaient tout naturellement amenés à diffamer la France. Ces amis de Léon Daudet et des royalistes de l'Action Française tenaient notre gouvernement dans le plus parfait mépris. Egarés par la lecture de la "Croix" et des publications assomptionnistes, ils croyaient très sincèrement ce que leur racontaient ces feuilles haineuses et ordurières : ils croyaient que la France était un peuple pauvre jusqu'à la moelle, où les apaches tenaient le haut du pavé et tyrannisaient les rares honnêtes gens qui restaient, craintivement cachés dans des couvents. Ils croyaient que tous nos ministres étaient des concussionnaires et nos députés des trafiquants. Ils voyaient notre armée comme une troupe d'ambitieux, commandés par la Franc-Maçonnerie.

Mais vous savez ce que racontaient avant la guerre les feuilles cléricales ? Si vous ne le savez pas, lisez l'Action Française et la Croix, tous ces jours-ci : la chanson n'a guère changé.

Or, comment ces moines, nourris de ces lectures maléfiques, auraient-ils osé dire du bien de la France ?

Ils auraient eu peur.

Aussi ne se firent-ils pas prier pour devenir les agents de l'Allemagne si généreuse, l'Allemagne d'Ertzberger et du Centre catholique, et de la très catholique Autriche.

Nous disons : agents.

Ce n'est point une injure, ni une hyperbole.

Si toute la congrégation, ou presque, travaillait pour l'Allemagne, il y eût des As-

sumptionnistes qui, en Orient, dans ce pays que se disputaient la France et l'Allemagne au milieu de ces peuples que chacun des deux pays veut tenir sous son influence morale, ne rougiraient point d'accepter d'être les agents officiels du Kaiser ou de François-Joseph.

#### Espions officiels

Quelques exemples :  
 Le Supérieur du couvent des Assomptionnistes d'Eski-Cheir était « correspondant officiel » du consulat d'Autriche de Brousse ;  
 Le Supérieur du couvent de Zongouladk (mer Noire), était agent consulaire d'Autriche.

Ces moines fournissaient à l'Autriche et à l'Allemagne des rapports fréquents, fruit de leurs observations et de leurs recherches.

En d'autres termes : ils espionnaient, pour le compte de l'Allemagne, de sa diplomatie, de son commerce, de son armée.

Voilà de l'Espionnage !

La trahison, on sait, l'Allemagne en fait un grand commerce. Elle veut conquérir un pays à son influence, et, en même temps, l'ouvrir à son commerce. Moyennant finances, elle s'acquiert le concours de gens qui n'éveilleront pas la défiance : ils sont moines, — et ils sont Français ! Et ces moines, dans ce pays jugodars français de sympathie et de langue et de relations, ces moines enseignant l'allemand, prêchant un allemand, célébrant l'Allemagne sur tous les tons et de toutes les manières, et préparant, en documentant le Kaiser et ses collaborateurs, la pénétration du pays.

La guerre éclate. La France compte sur ces pays d'Orient.

Surprise ! Ils sont germanophiles ; ils sont pourris de germanisme.

C'est le travail des moines de l'Assomption. C'est le travail des Révérends Pères de cet ordre qui, chez nous, verse l'injure à torrents sur la République, ses lois, ses écoles, — bref, seconde l'offensive anti-républicaine des royalistes de l'Action Française.

Les républicains ont coutume de dire qu'ils ne séparent pas la République de la Patrie.

Les moines et les royalistes non plus : ils confondent Patrie et République dans la même haine, et tâchent de les accabler sous les mêmes attaques.

#### Le procès des « Serviteurs de l'Etranger »

### Toujours la Dérobade !

A la 9<sup>e</sup> Chambre correctionnelle

Le procès des « Serviteurs de l'Etranger » est venu hier devant la neuvième chambre correctionnelle.

Suivant sa coutume, l'Action Française et son Daudet ont essayé de se dérober aux débats publics. Ils craignent la lumière. Nous comprenons très bien leur terreur et les raisons qui la commandent. Mais nous ne marchons pas. Nous ne pouvons vraiment pas marcher.

Pour établir les scélératesses de Léon Daudet et des siens, nous avons cité un certain nombre de témoins, notamment quelques-unes des personnalités françaises appartenant au monde du barreau, de la politique, de la presse, des affaires, qui furent l'objet des injures grossières ou des perfidies diffamatoires de l'Action Française.

Un bon nombre de ces témoins ne pouvaient se présenter hier à la barre. Les uns sont mobilisés, d'autres sont retenus loin de Paris par leur devoir.

L'Action Française connaissait cette situation. Aussi son avocat, une gloire de la pléiade de la presse, M. Marie de Roux, a-t-il insisté pour que le procès vint tout de suite. Malgré l'absence de notre grand Léon Bayle, l'auteur principal du délit, selon la loi, — et mobilisé — les juges ont accordé satisfaction aux néo-royalistes. Nous ne pouvions accepter un débat engagé dans ces conditions : nous avons fait défaut.

C'est ce que déclara M. Escoffier, l'éloquent secrétaire de notre défense, M<sup>r</sup> de Montreuil.

L'audience a été occupée tout entière par la plaidoirie de M<sup>r</sup> de Roux. L'avocat poète a ouvert enfin ces fameux « dossiers » dont Léon Daudet nous menaçait.

Ce fut pitoyable.

L'avocat lut tout d'abord un morceau d'un réquisitoire de M. Trouard-Riolle contre Miguel Almereyda. Il se garda bien d'ajouter que les propos de cet avocat général paraissent si démontrés au jury, quand M. Trouard-Riolle les sortit, que notre directeur fut aussitôt acquitté.

L'Action Française continue à agiter la menace de ces « dossiers ». Nous aurons, nous aussi, quand les débats pourront se dérouler vraiment, à nous occuper des affaires personnelles de quelques-uns de ces bandits.

Le jugement viendra à huitaine. Nous dirons bientôt quand s'ouvriraient les véritables débats, ceux au cours desquels tous nos témoins pourront se faire entendre et dire sur l'Action Française et ses pratiques ce qu'ils savent, ce que Léon Daudet, en insistant pour qu'on plaidât hier, a essayé de cacher à tout jamais.

### Le Travail Parlementaire

#### L'ÉTAT DE SIÈGE ET LA CENSURE

La question de la levée de l'état de siège revient devant la commission de législation civile.

Le rapporteur, M. Paul Meunier, donnera lecture du texte modifié et demandera à ses collègues de se prononcer définitivement.

La commission n'adhérera-t-elle pas à ces précédentes décisions ? Supprimerait-elle l'état de siège et la censure, ou, acceptant les suggestions de M. Viviani, président du conseil, considérerait-elle qu'elle ne doit modifier que le fonctionnement des conseils de guerre ?

L'état d'esprit qui règne dans le Parlement est hostile à la censure et même au maintien de l'état de siège. Il finira par se manifester publiquement.

En tout cas, si la commission de législation adopte le texte de M. Paul Meunier, la Chambre devra se prononcer sur la suppression totale de l'état de siège et de la censure.

#### DES CANONS ! DES MUNITIONS !

### M. Albert Thomas à Londres

Londres, 5 octobre. — M. Albert Thomas et les officiers qui l'accompagnent sont rendus hier à 11 heures au ministère des munitions.

Ils ont déjeuné à Downing-Street avec M. Lloyd George.

Dans l'après-midi, en compagnie de plusieurs fonctionnaires du ministère, ils ont visité Woolwich, où M. Albert Thomas a conféré avec le directeur de l'arsenal.

M. Albert Thomas confédera aujourd'hui avec les membres de la Commission centrale des munitions, présidée par M. Henderson.

Nouvelles des Fronts

Communiqués russes

Pétrograd, 5 octobre. — Communiqué du Grand état-major : Sur le front de la région de Riga, plusieurs engagements.

Au nord de Riga, nos troupes ont occupé une partie des tranchées allemandes et de la rive gauche de la rivière de Karum, rejoignant la Dwina entre les villages d'Ellenoff et de Tannenfel.

Les combats sur le front des lacs de Demmen, Drisviaty, Medziol et Vichnev continuent. Après un violent corps à corps, nous avons occupé le village de Vassilina au sud-est de Koziany, le village de Roussaki sur la rive de la Medziolka, au nord de Postava.

Un combat à la baïonnette près du village de Pasternaki, dans la région de Roussaki s'est terminé à notre avantage. Nous avons occupé le village.

Dans la région de Smorgon et plus au sud, ainsi que sur le Niemen supérieur, dans la région du village de Dieltatoni, des escarmouches continuelles ont eu lieu avec l'ennemi qui s'efforce sans succès d'avancer vers l'est.

Sur le Pripiat, après des combats sur le styf moyen, dans la zone du chemin de fer de Kovel à Sarny, nos troupes ont occupé les villages de Voulka, Golouzykova, Optovo, Volchek et Medvashka. En quelques endroits, l'ennemi a reculé en désordre.

AU CAUCASE

Pétrograd, 5 octobre. — Communiqué du Grand état-major : Sur tout le front, excepté dans la région de Van, pas d'engagements sérieux.

Sur divers points, les Turcs ont fait des tentatives pour avancer dans la direction de notre frontière ; mais toutes ces tentatives ont été facilement enravées.

Des escarmouches d'avant-garde d'un caractère plus animé ont été signalées dans la région du littoral de la mer Noire, au sud-ouest de Khopa et plus loin au sud-est jusqu'au confluent du Tchokrokh et de l'Olita dans la région d'Ichkan.

Sur le front du confluent du Tchokrokh et de l'Olita, et plus loin au sud-est, à peu près à travers le lac de Tartoum jusqu'à Khorassan, quelques reconnaissances réussies de nos éclaireurs.

Dans la région de Doutakh, sur l'Euphrate, au sud d'Alachek, vers l'est de Melagzert et dans la région d'Arjich sur l'extrémité nord-est du lac de Van, le calme règne en général.

Au sud-ouest de la ville de Van, nos troupes ayant battu un détachement turc, ont continué le 5 octobre à poursuivre l'ennemi qui se retire le long de la côte sud du lac de Van en avançant par des chemins de montagnes par des cols de 8 à 9 mille pieds.

Plus loin, au sud-est de la région de Bachkala et d'Ourmia, pas de changements.

Sur le front occidental

LE BOMBARDEMENT DE LA COTE BELGE Amsterdam, 5 octobre. — Un message de la frontière belge dit que des navires de guerre anglais apparaissent presque chaque jour au large de la côte et bombardent les positions allemandes à Westende et à Middelkerke.

Hier, une escadre fut observée qui coopérait avec l'artillerie de campagne, à terre. Les Allemands redoutent que ce bombardement violent ne soit suivi d'une attaque, comme il advint récemment en Artois.

Au milieu de l'Armée serbe

(Notes d'un correspondant particulier.) LE LANDSTURM SERBE Belgrade, 20 septembre. — Au cours de nos pérégrinations sur la frontière nord du royaume, j'ai vu et vécu bien des choses intéressantes. Ainsi j'ai campé avec des soldats du régime ban qui correspondent au landsturm suisse. Ce sont des « vieux » dont, théoriquement, l'âge ne devrait pas dépasser 50 ans. Mais le pays est en guerre depuis plus de trois ans et, dès le commencement des hostilités contre les Turcs, les listes n'ont plus été révisées. En sorte que des hommes appelés en 1912 à l'âge de 49 ans sont encore aujourd'hui incorporés, malgré qu'ils ont dépassé la cinquantaine.

Je les avais souvent vus au commencement de la guerre, portant comme tout soldat de leur état de solide un fusil et une baïonnette. A l'heure actuelle, on a pourvu la plupart de ceux qui sont à la frontière au moins de la vareuse et du bonnet de police militaires.

La grande majorité de ces hommes sont des paysans et pères de famille. Beaucoup parmi eux ont leurs fils dans les régiments de l'élite et leurs terres ne sont plus cultivées depuis longtemps que par des femmes, des vieillards et des enfants. Malgré tout cela ils sont de bonne humeur et la danse nationale, le kolo, est tout autant en honneur chez eux que chez les femmes. Après la guerre, lorsque de multiples comités s'occuperont d'ériger des monuments commémoratifs, ils ne devront pas oublier les héroïques vieux du troisième ban !

LES AVIATEURS FRANÇAIS EN SERBIE J'ai vu aussi un parc d'aviation merveilleusement équipé. Sur un vaste plateau, d'où on jouit d'une vue superbe sur le Danube et la plaine hongroise, partiellement et volontairement inondée par les Austro-Hongrois, on a dressé des tentes parfaitement aménagées pour recevoir les aviateurs. Les aviateurs sont des Français et si la censure me permettait de vous donner des noms, je vous en citerais de célèbres. Je dois me contenter de vous dire que ces corps d'officiers est un corps d'élite commandé par un jeune et très sympathique commandant.

Les officiers nous font faire le tour de leur campement. Tout y est prévu. Il y a des auto-camions en grand nombre pour les transports, des automobiles à l'usage des officiers, une installation de télégraphie sans fil, des dortoirs pour les hommes, une grande cuisine, etc. L'ordre le plus parfait règne partout, et les hommes ont l'air d'être dans un camp d'été, parois de leurs dortoirs par des photographies, des images décollées dans les journaux illustrés, etc., trophées de guerre, et par maints petits détails montrant le bon goût inné du Français. Il va sans dire que le portrait du « grand-père » Joffre ne manque nulle part.

Des muscottes sont « attachées » à l'escadron ; un superbe cochon blanc, « Eugène », très vorace, et un canard auquel on a donné le nom de « Bossuet », parce qu'il est bavard.

Lorsque nous arrivons aux hangars, on en avait sorti deux avions pour faire un vol de reconnaissance. Ils sont superbes ces biplans à coque bicolors et munis de mitrailleuses. Leurs mécaniciens les entraînent avec amour et l'on dirait à les voir ainsi sous la lumière ardente d'une belle soirée de septembre, qu'ils sortent directement de l'usine.

Cependant ces appareils ont déjà accompli des vols sans nombre et parcouru des milliers de kilomètres en territoire ennemi. Tous les jours de beau temps ils s'envolent reconnaître les positions de l'adversaire ou pour jeter des flechettes et des bombes sur ses ouvrages.

Malgré l'énorme travail exécuté par l'escadron français, les avions sont toujours rentrés en bon état aux hangars. Il n'y a eu aucune perte. Certes, leurs ailes ont été parfois touchées par les éclats des obus ou shrapnells austro-hongrois, mais cela n'est pas dangereux, et ces petites déchirures constituent des cicatrices glorieuses et reconnaissables aux petits « complètes » qui les recouvrent.

Il n'en est pas de même des avions austro-allemands qui se sont hasardés à survoler la terre serbe. Plus d'un est tombé sous les balles des mitrailleuses françaises. Le jour de l'anniversaire du vieux roi Pierre, presque toute l'escadron était sortie pour des reconnaissances, trois machines autrichiennes survolent Belgrade et jettent des bombes. Le seul aviateur français sur place, qui porte un grand nom dans l'aviation, monte dans son appareil, attaque hardiment les trois ennemis, en chasse deux et abat le troisième. Cet exploit lui a rapporté la croix de Karageorge, avec épées, la plus haute distinction serbe.

L'Agence Wolff et les Rignes de la Guerre

Sous ce titre, le Journal de Genève publie un long article d'un Alsacien, M. Léon Boll, dont nous extrayons les passages caractéristiques suivants, qui ne manquent pas de jeter un jour curieux sur les agissements de l'Agence Wolff.

Quand on établit le compte, un jour, de toutes les responsabilités qui sont à l'origine de l'abominable guerre, on devra faire la part la plus considérable à cette presse allemande qui, des années durant, sans cesse, sans vergogne, sans souci aucun des protestations du dehors, s'est appliquée à installer le mensonge dans les esprits.

Et quelle méthode savante, quel art de l'intoxication subtile elle y a apportés ! Nuls plus que nous, les militants de l'Alsace-Lorraine, nous ne sommes allés bien loin pour s'en rendre compte et s'en indigner, à chaque jour.

Le Journal de Genève a rappelé, fort à propos, que la Gazette de Cologne n'a jamais publié la noble réponse du gouvernement belge à l'ultimatum allemand du 2 août 1914. L'Agence Wolff avait télégraphié à toute la presse allemande : « Auf diese Note erwiderte keine Antwort bis en sorte que toute l'armée allemande est partie en guerre sur un mensonge. Nous voudrions nous faire par un mensonge, nous voudrions en guerre sur une longue accumulation de mensonges. » Et nous voudrions le démontrer, en reproduisant quelques échantillons typiques d'entre tous ceux de l'odieuse système que nous avons stigmatisé, sans ambages, en son temps, au Journal d'Alsace-Lorraine.

On se rappelle qu'en mai de juin 1913, le président de la République française adressa un télégramme de félicitations à l'empereur allemand pour son jubilé. Le Temps publiait, à ce sujet, le 19 juin, un télégramme de Berlin ainsi conçu :

On ne confirme que des télégrammes ont été échangés entre M. Poincaré et Guillaume II à l'occasion du jubilé de l'empereur. On ne voit pas dans les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales. Les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales.

Voici maintenant comment cette dépêche fut reproduite le lendemain, par les journaux allemands, y compris la Gazette de Cologne :

« On a confirmé, à Berlin, au correspondant du Temps, qu'un échange de télégrammes entre M. Poincaré et l'empereur Guillaume II eut lieu, à l'occasion du jubilé. Par suite de la grande abondance des télégrammes de félicitations, celui de M. Poincaré n'avait pu passer inaperçu et fut publié par le correspondant de ce journal à Berlin. On a estimé que la publication de ces télégrammes était de peu d'importance.

Cette dépêche, préalablement faussée, provoqua le surlendemain le démenti suivant de la Gazette de l'Allemagne du Nord :

Le nombre des télégrammes à l'occasion du jubilé de S. M. l'empereur pour des souverains étrangers est si grand qu'il est impossible qu'un télégramme de félicitations ait été publié par le correspondant de ce journal à Berlin. Il est facile de dire, comme on l'a fait un jour, que ces télégrammes aient passé inaperçus à Berlin et ne soient pas arrivés dans les mains de l'empereur. Le correspondant de ce journal à Berlin arriva le 15 de ce mois à Berlin. S. M. y répondit le jour même.

Là-dessus, toute la petite presse provinciale de l'Allemagne, soit celle qui, échappant au contrôle général de l'étranger, atteignait surtout les couches profondes du peuple, riant, une fois de plus, sur le mauvais vouloir et la mauvaise foi de l'opinion française. Le Temps fut beau relever, d'un trait désagréable, ce qu'il y avait de malhonnête dans le procédé de l'Agence Wolff et du grand journal allemand de Berlin. Le mal n'est pas fait. D'ailleurs, si l'Agence Wolff, si la Gazette de l'Allemagne du Nord ne prêtent la moindre attention à la rectification donnée par le Temps.

Voici enfin que le lecteur nous en passe encore la citation, pour caractériser amplement le système d'une telle sophistication relative à l'Alsace-Lorraine. On sait qu'en mai 1913, le gouvernement des pays annexés élabore un projet de lois d'exception en vertu duquel il est permis de supprimer toutes les sociétés indigènes et d'interdire tous les journaux de langue française.

Le projet, avant qu'il ne fut connu officiellement, passa aux mains du correspondant strasbourgeois du Matin. Celui-ci en télégraphia la substance à son journal. Sa dépêche parut en première ligne du numéro du 15 mai. Elle se terminait par ces mots :

Les amis sincères de la paix et tous ceux qui eussent souhaité un développement meilleur de l'état des choses en Allemagne seront étonnés de voir que le gouvernement impérial lors de la loi portant une empreinte si réactionnaire et heurtant de front tout ce qui peut rappeler le passé français de nos provinces.

Ainsi parlait (nous y insistons pour la citation) le correspondant du Matin, qui était Alsacien-Lorrain, c'est-à-dire de nationalité allemande. Que fit l'Agence Wolff ? Elle transmit à toute l'Allemagne par pêcheur en eau trouble, suivant son habitude, le télégramme strasbourgeois du journal parisien, de telle sorte que tout le monde croit que c'était le Matin lui-même qui avait employé, à son compte, l'expression de nos provinces. Là-dessus, indignation générale.

L'Agence Wolff et les Rignes de la Guerre

Sous ce titre, le Journal de Genève publie un long article d'un Alsacien, M. Léon Boll, dont nous extrayons les passages caractéristiques suivants, qui ne manquent pas de jeter un jour curieux sur les agissements de l'Agence Wolff.

Quand on établit le compte, un jour, de toutes les responsabilités qui sont à l'origine de l'abominable guerre, on devra faire la part la plus considérable à cette presse allemande qui, des années durant, sans cesse, sans vergogne, sans souci aucun des protestations du dehors, s'est appliquée à installer le mensonge dans les esprits.

Et quelle méthode savante, quel art de l'intoxication subtile elle y a apportés ! Nuls plus que nous, les militants de l'Alsace-Lorraine, nous ne sommes allés bien loin pour s'en rendre compte et s'en indigner, à chaque jour.

Le Journal de Genève a rappelé, fort à propos, que la Gazette de Cologne n'a jamais publié la noble réponse du gouvernement belge à l'ultimatum allemand du 2 août 1914. L'Agence Wolff avait télégraphié à toute la presse allemande : « Auf diese Note erwiderte keine Antwort bis en sorte que toute l'armée allemande est partie en guerre sur un mensonge. Nous voudrions nous faire par un mensonge, nous voudrions en guerre sur une longue accumulation de mensonges. » Et nous voudrions le démontrer, en reproduisant quelques échantillons typiques d'entre tous ceux de l'odieuse système que nous avons stigmatisé, sans ambages, en son temps, au Journal d'Alsace-Lorraine.

On se rappelle qu'en mai de juin 1913, le président de la République française adressa un télégramme de félicitations à l'empereur allemand pour son jubilé. Le Temps publiait, à ce sujet, le 19 juin, un télégramme de Berlin ainsi conçu :

On ne confirme que des télégrammes ont été échangés entre M. Poincaré et Guillaume II à l'occasion du jubilé de l'empereur. On ne voit pas dans les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales. Les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales.

Voici maintenant comment cette dépêche fut reproduite le lendemain, par les journaux allemands, y compris la Gazette de Cologne :

« On a confirmé, à Berlin, au correspondant du Temps, qu'un échange de télégrammes entre M. Poincaré et l'empereur Guillaume II eut lieu, à l'occasion du jubilé. Par suite de la grande abondance des télégrammes de félicitations, celui de M. Poincaré n'avait pu passer inaperçu et fut publié par le correspondant de ce journal à Berlin. On a estimé que la publication de ces télégrammes était de peu d'importance.

Cette dépêche, préalablement faussée, provoqua le surlendemain le démenti suivant de la Gazette de l'Allemagne du Nord :

Le nombre des télégrammes à l'occasion du jubilé de S. M. l'empereur pour des souverains étrangers est si grand qu'il est impossible qu'un télégramme de félicitations ait été publié par le correspondant de ce journal à Berlin. Il est facile de dire, comme on l'a fait un jour, que ces télégrammes aient passé inaperçus à Berlin et ne soient pas arrivés dans les mains de l'empereur. Le correspondant de ce journal à Berlin arriva le 15 de ce mois à Berlin. S. M. y répondit le jour même.

Là-dessus, toute la petite presse provinciale de l'Allemagne, soit celle qui, échappant au contrôle général de l'étranger, atteignait surtout les couches profondes du peuple, riant, une fois de plus, sur le mauvais vouloir et la mauvaise foi de l'opinion française. Le Temps fut beau relever, d'un trait désagréable, ce qu'il y avait de malhonnête dans le procédé de l'Agence Wolff et du grand journal allemand de Berlin. Le mal n'est pas fait. D'ailleurs, si l'Agence Wolff, si la Gazette de l'Allemagne du Nord ne prêtent la moindre attention à la rectification donnée par le Temps.

Voici enfin que le lecteur nous en passe encore la citation, pour caractériser amplement le système d'une telle sophistication relative à l'Alsace-Lorraine. On sait qu'en mai 1913, le gouvernement des pays annexés élabore un projet de lois d'exception en vertu duquel il est permis de supprimer toutes les sociétés indigènes et d'interdire tous les journaux de langue française.

Le projet, avant qu'il ne fut connu officiellement, passa aux mains du correspondant strasbourgeois du Matin. Celui-ci en télégraphia la substance à son journal. Sa dépêche parut en première ligne du numéro du 15 mai. Elle se terminait par ces mots :

Les amis sincères de la paix et tous ceux qui eussent souhaité un développement meilleur de l'état des choses en Allemagne seront étonnés de voir que le gouvernement impérial lors de la loi portant une empreinte si réactionnaire et heurtant de front tout ce qui peut rappeler le passé français de nos provinces.

Ainsi parlait (nous y insistons pour la citation) le correspondant du Matin, qui était Alsacien-Lorrain, c'est-à-dire de nationalité allemande. Que fit l'Agence Wolff ? Elle transmit à toute l'Allemagne par pêcheur en eau trouble, suivant son habitude, le télégramme strasbourgeois du journal parisien, de telle sorte que tout le monde croit que c'était le Matin lui-même qui avait employé, à son compte, l'expression de nos provinces. Là-dessus, indignation générale.

L'Agence Wolff et les Rignes de la Guerre

Sous ce titre, le Journal de Genève publie un long article d'un Alsacien, M. Léon Boll, dont nous extrayons les passages caractéristiques suivants, qui ne manquent pas de jeter un jour curieux sur les agissements de l'Agence Wolff.

Quand on établit le compte, un jour, de toutes les responsabilités qui sont à l'origine de l'abominable guerre, on devra faire la part la plus considérable à cette presse allemande qui, des années durant, sans cesse, sans vergogne, sans souci aucun des protestations du dehors, s'est appliquée à installer le mensonge dans les esprits.

Et quelle méthode savante, quel art de l'intoxication subtile elle y a apportés ! Nuls plus que nous, les militants de l'Alsace-Lorraine, nous ne sommes allés bien loin pour s'en rendre compte et s'en indigner, à chaque jour.

Le Journal de Genève a rappelé, fort à propos, que la Gazette de Cologne n'a jamais publié la noble réponse du gouvernement belge à l'ultimatum allemand du 2 août 1914. L'Agence Wolff avait télégraphié à toute la presse allemande : « Auf diese Note erwiderte keine Antwort bis en sorte que toute l'armée allemande est partie en guerre sur un mensonge. Nous voudrions nous faire par un mensonge, nous voudrions en guerre sur une longue accumulation de mensonges. » Et nous voudrions le démontrer, en reproduisant quelques échantillons typiques d'entre tous ceux de l'odieuse système que nous avons stigmatisé, sans ambages, en son temps, au Journal d'Alsace-Lorraine.

On se rappelle qu'en mai de juin 1913, le président de la République française adressa un télégramme de félicitations à l'empereur allemand pour son jubilé. Le Temps publiait, à ce sujet, le 19 juin, un télégramme de Berlin ainsi conçu :

On ne confirme que des télégrammes ont été échangés entre M. Poincaré et Guillaume II à l'occasion du jubilé de l'empereur. On ne voit pas dans les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales. Les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales.

Voici maintenant comment cette dépêche fut reproduite le lendemain, par les journaux allemands, y compris la Gazette de Cologne :

« On a confirmé, à Berlin, au correspondant du Temps, qu'un échange de télégrammes entre M. Poincaré et l'empereur Guillaume II eut lieu, à l'occasion du jubilé. Par suite de la grande abondance des télégrammes de félicitations, celui de M. Poincaré n'avait pu passer inaperçu et fut publié par le correspondant de ce journal à Berlin. On a estimé que la publication de ces télégrammes était de peu d'importance.

Cette dépêche, préalablement faussée, provoqua le surlendemain le démenti suivant de la Gazette de l'Allemagne du Nord :

Le nombre des télégrammes à l'occasion du jubilé de S. M. l'empereur pour des souverains étrangers est si grand qu'il est impossible qu'un télégramme de félicitations ait été publié par le correspondant de ce journal à Berlin. Il est facile de dire, comme on l'a fait un jour, que ces télégrammes aient passé inaperçus à Berlin et ne soient pas arrivés dans les mains de l'empereur. Le correspondant de ce journal à Berlin arriva le 15 de ce mois à Berlin. S. M. y répondit le jour même.

Là-dessus, toute la petite presse provinciale de l'Allemagne, soit celle qui, échappant au contrôle général de l'étranger, atteignait surtout les couches profondes du peuple, riant, une fois de plus, sur le mauvais vouloir et la mauvaise foi de l'opinion française. Le Temps fut beau relever, d'un trait désagréable, ce qu'il y avait de malhonnête dans le procédé de l'Agence Wolff et du grand journal allemand de Berlin. Le mal n'est pas fait. D'ailleurs, si l'Agence Wolff, si la Gazette de l'Allemagne du Nord ne prêtent la moindre attention à la rectification donnée par le Temps.

Voici enfin que le lecteur nous en passe encore la citation, pour caractériser amplement le système d'une telle sophistication relative à l'Alsace-Lorraine. On sait qu'en mai 1913, le gouvernement des pays annexés élabore un projet de lois d'exception en vertu duquel il est permis de supprimer toutes les sociétés indigènes et d'interdire tous les journaux de langue française.

Le projet, avant qu'il ne fut connu officiellement, passa aux mains du correspondant strasbourgeois du Matin. Celui-ci en télégraphia la substance à son journal. Sa dépêche parut en première ligne du numéro du 15 mai. Elle se terminait par ces mots :

Les amis sincères de la paix et tous ceux qui eussent souhaité un développement meilleur de l'état des choses en Allemagne seront étonnés de voir que le gouvernement impérial lors de la loi portant une empreinte si réactionnaire et heurtant de front tout ce qui peut rappeler le passé français de nos provinces.

Ainsi parlait (nous y insistons pour la citation) le correspondant du Matin, qui était Alsacien-Lorrain, c'est-à-dire de nationalité allemande. Que fit l'Agence Wolff ? Elle transmit à toute l'Allemagne par pêcheur en eau trouble, suivant son habitude, le télégramme strasbourgeois du journal parisien, de telle sorte que tout le monde croit que c'était le Matin lui-même qui avait employé, à son compte, l'expression de nos provinces. Là-dessus, indignation générale.

L'Agence Wolff et les Rignes de la Guerre

Sous ce titre, le Journal de Genève publie un long article d'un Alsacien, M. Léon Boll, dont nous extrayons les passages caractéristiques suivants, qui ne manquent pas de jeter un jour curieux sur les agissements de l'Agence Wolff.

Quand on établit le compte, un jour, de toutes les responsabilités qui sont à l'origine de l'abominable guerre, on devra faire la part la plus considérable à cette presse allemande qui, des années durant, sans cesse, sans vergogne, sans souci aucun des protestations du dehors, s'est appliquée à installer le mensonge dans les esprits.

Et quelle méthode savante, quel art de l'intoxication subtile elle y a apportés ! Nuls plus que nous, les militants de l'Alsace-Lorraine, nous ne sommes allés bien loin pour s'en rendre compte et s'en indigner, à chaque jour.

Le Journal de Genève a rappelé, fort à propos, que la Gazette de Cologne n'a jamais publié la noble réponse du gouvernement belge à l'ultimatum allemand du 2 août 1914. L'Agence Wolff avait télégraphié à toute la presse allemande : « Auf diese Note erwiderte keine Antwort bis en sorte que toute l'armée allemande est partie en guerre sur un mensonge. Nous voudrions nous faire par un mensonge, nous voudrions en guerre sur une longue accumulation de mensonges. » Et nous voudrions le démontrer, en reproduisant quelques échantillons typiques d'entre tous ceux de l'odieuse système que nous avons stigmatisé, sans ambages, en son temps, au Journal d'Alsace-Lorraine.

On se rappelle qu'en mai de juin 1913, le président de la République française adressa un télégramme de félicitations à l'empereur allemand pour son jubilé. Le Temps publiait, à ce sujet, le 19 juin, un télégramme de Berlin ainsi conçu :

On ne confirme que des télégrammes ont été échangés entre M. Poincaré et Guillaume II à l'occasion du jubilé de l'empereur. On ne voit pas dans les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales. Les télégrammes de félicitations échangés entre les deux empereurs, rien de plus que des phrases banales et banales.

Voici maintenant comment cette dépêche fut reproduite le lendemain, par les journaux allemands, y compris la Gazette de Cologne :

« On a confirmé, à Berlin, au correspondant du Temps, qu'un échange de télégrammes entre M. Poincaré et l'empereur Guillaume II eut lieu, à l'occasion du jubilé. Par suite de la grande abondance des télégrammes de félicitations, celui de M. Poincaré n'avait pu passer inaperçu et fut publié par le correspondant de ce journal à Berlin. On a estimé que la publication de ces télégrammes était de peu d'importance.

Cette dépêche, préalablement faussée, provoqua le surlendemain le démenti suivant de la Gazette de l'Allemagne du Nord :

Le nombre des télégrammes à l'occasion du jubilé de S. M. l'empereur pour des souverains étrangers est si grand qu'il est impossible qu'un télégramme de félicitations ait été publié par le correspondant de ce journal à Berlin. Il est facile de dire, comme on l'a fait un jour, que ces télégrammes aient passé inaperçus à Berlin et ne soient pas arrivés dans les mains de l'empereur. Le correspondant de ce journal à Berlin arriva le 15 de ce mois à Berlin. S. M. y répondit le jour même.

Là-dessus, toute la petite presse provinciale de l'Allemagne, soit celle qui, échappant au contrôle général de l'étranger, atteignait surtout les couches profondes du peuple, riant, une fois de plus, sur le mauvais vouloir et la mauvaise foi de l'opinion française. Le Temps fut beau relever, d'un trait désagréable, ce qu'il y avait de malhonnête dans le procédé de l'Agence Wolff et du grand journal allemand de Berlin. Le mal n'est pas fait. D'ailleurs, si l'Agence Wolff, si la Gazette de l'Allemagne du Nord ne prêtent la moindre attention à la rectification donnée par le Temps.

Voici enfin que le lecteur nous en passe encore la citation, pour caractériser amplement le système d'une telle sophistication relative à l'Alsace-Lorraine. On sait qu'en mai 1913, le gouvernement des pays annexés élabore un projet de lois d'exception en vertu duquel il est permis de supprimer toutes les sociétés indigènes et d'interdire tous les journaux de langue française.

Le projet, avant qu'il ne fut connu officiellement, passa aux mains du correspondant strasbourgeois du Matin. Celui-ci en télégraphia la substance à son journal. Sa dépêche parut en première ligne du numéro du 15 mai. Elle se terminait par ces mots :

Les amis sincères de la paix et tous ceux qui eussent souhaité un développement meilleur de l'état des choses en Allemagne seront étonnés de voir que le gouvernement impérial lors de la loi portant une empreinte si réactionnaire et heurtant de front tout ce qui peut rappeler le passé français de nos provinces.

Ainsi parlait (nous y insistons pour la citation) le correspondant du Matin, qui était Alsacien-Lorrain, c'est-à-dire de nationalité allemande. Que fit l'Agence Wolff ? Elle transmit à toute l'Allemagne par pêcheur en eau trouble, suivant son habitude, le télégramme strasbourgeois du journal parisien, de telle sorte que tout le monde croit que c'était le Matin lui-même qui avait employé, à son compte, l'expression de nos provinces. Là-dessus, indignation générale.

Nouvelles de la Journée

L'Allemagne pirate ELLE RECONNAIT SON CRIME AU SUJET DE L'ARABIE Washington, 5 octobre. — Après la conférence avec le comte Bernstorff, M. Lamsdorf a annoncé que l'Allemagne a désavoué le comportement de l'Arabie, consentant à payer 10 millions pour 155 vies américaines perdues.

LA NOTE DU COMTE BERNSTORFF Washington, 5 octobre. — Dans une lettre qu'il a envoyée à M. Lansing, secrétaire d'Etat, le comte Bernstorff dit : « L'Allemagne désirait arriver à une solution satisfaisante au sujet de l'Arabie. Elle a été obligée de reconnaître que les ordres donnés aux commandants de sous-marins allemands ont été rendus si rigoureux que le renouvellement d'un acte semblable est considéré comme impossible.

Le commandant du sous-marin allemand l'Arabie était convaincu que nous aurions l'intention de couler le sien, bien qu'il n'ait eu aucune raison de le croire. Il a été obligé de reconnaître que les ordres donnés aux commandants de sous-marins allemands ont été rendus si rigoureux que le renouvellement d'un acte semblable est considéré comme impossible.

Le comte Bernstorff a ajouté que nous aurions l'intention de couler le sien, bien qu'il n'ait eu aucune raison de le croire. Il a été obligé de reconnaître que les ordres donnés aux commandants de sous-marins allemands ont été rendus si rigoureux que le renouvellement d'un acte semblable est considéré comme impossible.

LA QUESTION DE L'INDEMNITE Washington, 5 octobre. — Une note que le comte Bernstorff a envoyée au secrétaire d'Etat, le comte Bernstorff dit : « L'Allemagne désire discuter avec nous la question de l'indemnité. Le cas de l'Arabie sera discuté. Le cas de l'Arabie sera discuté. Le cas de l'Arabie sera discuté.

Aux Etats-Unis DUMBA EST PARTI New-York, 5 octobre. — Le docteur Dumba, ancien ambassadeur d'Autriche à Washington, et sa femme, sont partis à Rotterdam.

Sur le quel de départ, il n'y avait pas de journaux et des membres du parti autrichien.

GUSTAVE HERVE LA PATRIE EN DANGER Recueil des articles de Gustave Herve parus dans « La Guerre Sociale » du 1er juillet au 1er novembre 1914. Un beau volume de 1000 pages 352 pages. Franco 2,25 en timbres ou mandat postal. CHEZ LE DISTRIBUTEUR, Editeur 16, rue Alphonse Daudet, Paris (XIV). (Etranger 2 50 plus port.)

PETITES ANNONCES DU MERCREDI ET DU SAMEDI Tarif général : 1 fr. la ligne

ALIMENTATION CAFES grand arom. vers ou torréfiés franco par colis postaux. Demander Tarif. MAISON PIGET, importateur au Havre.

MARIAGES Mlle STELLE, 33, rue Pigalle, mariages toutes situations.

SAGES-FEMMES SAGE-FEMME consultation toute heure, 39, rue Camartin.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10 fr. par mois 139, faub. St-Denis, gare Nord, Est (109).

MARIAGES MARIAGES pour tous s. Mme Joubert, 55, rue des Petites-Ecuries. Tel. : Bergère-44-41.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10 fr. par mois 139, faub. St-Denis, gare Nord, Est (109).

MARIAGES MARIAGES pour tous s. Mme Joubert, 55, rue des Petites-Ecuries. Tel. : Bergère-44-41.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10 fr. par mois 139, faub. St-Denis, gare Nord, Est (109).

MARIAGES MARIAGES pour tous s. Mme Joubert, 55, rue des Petites-Ecuries. Tel. : Bergère-44-41.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10 fr. par mois 139, faub. St-Denis, gare Nord, Est (109).

MARIAGES MARIAGES pour tous s. Mme Joubert, 55, rue des Petites-Ecuries. Tel. : Bergère-44-41.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10 fr. par mois 139, faub. St-Denis, gare Nord, Est (109).

MARIAGES MARIAGES pour tous s. Mme Joubert, 55, rue des Petites-Ecuries. Tel. : Bergère-44-41.

Les Planches